



## Jeudi 2 octobre, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !

Lors de la réunion avec le Premier ministre obtenue suite à l'ultimatum lancé par l'intersyndicale à l'issue de la journée du 18 septembre, Sébastien Lecornu a choisi de ne rien répondre aux exigences exprimées massivement par la forte mobilisation du monde du travail.

Le Premier ministre refuse donc d'engager une politique de répartition des richesses à même de garantir le financement de la Sécurité sociale, de revenir sur tous les reculs infligés au droit à la retraite, d'augmenter les salaires et de créer des emplois...

Au ministère de l'agriculture, le budget 2025 était déjà un budget d'austérité avec des suppressions d'emplois y compris dans l'enseignement agricole.

L'objectif des 3000 suppressions de postes au budget 2026 et le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite jusqu'en 2030 ne sont pas aujourd'hui abandonnés. L'exigence impérieuse de dégel du point d'indice et de reconstruction des grilles des carrières de la Fonction publique ne reçoit aucune réponse, alors même que la crise d'attractivité des métiers met aujourd'hui les services publics en péril.

**NOUS DEVONS DONC MONTER D'UN CRAN DANS LA MOBILISATION POUR INTENSIFIER LE RAPPORT DE FORCE ET OBTENIR DES RÉPONSES À NOS JUSTES ET LÉGITIMES REVENDICATIONS !**

### NOUS VOULONS :

- ➔ **des moyens budgétaires** à la hauteur de nos missions, des services publics et des politiques publiques ;
- ➔ **des mesures pour lutter contre la précarité**, pour gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et pour renforcer la solidarité ;
- ➔ **des investissements dans une transition écologique juste** et pour assurer le renouvellement des agriculteur.rices qui partent à la retraite
- ➔ **des mesures contre les licenciements de contractuel.les** dans certains services d'AMSA, notamment dans les SIVEP-BREXIT ;
- ➔ **la justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises ;
- ➔ **une protection sociale de haut niveau**
- ➔ **L'abrogation de la réforme des retraites de 2023**

**pour la redistribution des richesses**

**pour les droits sociaux**

**pour la Fonction publique et les services publics**

**pour nos salaires et nos pensions**

*après le 10 et le 18 septembre*

→ **le 2 octobre**

**JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS**

À l'appel de l'intersyndicale CFTD, CGT, CGT-FO, FSU,  
CFE-CGC, CFTC, UNSA, et SOLIDAIRES



## Aucune réponse concrète aux attentes du monde du travail : l'intersyndicale appelle à une mobilisation massive le 2 octobre !

Après la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales avait posé un ultimatum. Elles ont été reçues ce matin par le Premier ministre, pour obtenir des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs.

L'intersyndicale déplore une occasion manquée. Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère des salarié-es, agent-es, demandeurs-euses d'emploi, jeunes, retraité-es ...

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

Le monde du travail a assez souffert et c'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appelle à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle le jeudi 2 octobre prochain pour exiger :

- **L'abandon de l'ensemble du projet de budget** et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent-es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- **Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau **et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans** ;
- **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.

**Pour préparer et réussir les grèves et manifestations du 2 octobre**, les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats maintiendront la pression et leurs revendications salariales par des actions dans les entreprises, les services et administrations, par différentes initiatives, organisations de réunions d'information, assemblées générales du personnel ...

Les organisations syndicales conviennent d'ores et déjà de se revoir très rapidement.

Paris, le 24 septembre 2025